



Sommaire

page 1	Edito:	Droits de l'homme ou droits humains, la copie est à revoir!
pages 2-3	Projet:	Extension du projet au Mexique: nouveautés et consolidation des acquis
pages 3-4	Analyse:	La Suisse satisfaite de son action au Nicaragua: alors pourquoi le quitter?
page 5	Analyse:	Bonne année 2024: pour une FGC qui nous aide dans l'élaboration des projets!
page 6	En bref	Poursuite de notre projet au Péten, Guatemala Crise en Equateur, une problématique transnationale

Edito

Droits de l'homme ou droits humains, la copie est à revoir!

Adoptée par la 3^{ème} Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 à Paris, la Déclaration Universelle des droits de l'homme (DUDH) était censée «encourager l'humanité à agir afin de garantir à chacun-e la liberté, l'égalité et la dignité». Après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale cherchait à assurer les droits de chaque personne en tout lieu et en tout temps, afin que de tels actes ne se reproduisent plus.

La volonté était louable, mais pas vraiment sincère. En effet, quelques jours avant l'adoption de la DUDH, le 29 novembre, les grandes puissances mondiales (coloniales) avaient décidé de la partition de la Palestine historique, sans consultation ni respect des droits de son peuple.

En décembre 2023, la DUDH a fêté son 75^e anniversaire. Et elle l'a célébré en grande pompe: avec la violation des 30 droits et libertés énoncés dans son texte; avec des actes de génocide menés par Israël contre le peuple palestinien, sponsorisés par les Etats-Unis et l'Europe, sous le regard fuyant de gouvernements et d'institutions internationales, appelant avec insistance à trouver

une solution pacifique, tout en exerçant le droit de veto pour préserver un pseudo «droit de défense» d'un état criminel.

Un anniversaire rempli de mépris, d'injustices, d'horreur et de terreur. N'est-ce pas le contraire de la raison d'être de la DUDH?

Mais tout n'est pas perdu!

Le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) pourrait bien changer la donne. Certes, Israël et ses alliés ne manqueront pas de faire capoter le procès; mais, comme pour l'arroseur arrosé, il permettra de confronter la réalité et les faits à la façon dont les forces politiques dominantes (colonialistes) les décrivent, sous la lumière des conventions de Genève et au sein de l'une des structures créées par le droit international.

Force est de constater que la logique et la crédibilité occidentales atteignent leurs limites. Le soutien de pays tels que la Namibie, le Bangladesh,

la Colombie ou le Brésil à la démarche juridique de l'Afrique du Sud (exemple récent des ravages du colonialisme et de l'apartheid) et à l'autodétermination du peuple palestinien sont encourageants. Le Sud global (et ancien colonisé) met ainsi à l'épreuve la prétention de l'Occident à la supériorité morale en matière de droits, et cherche une nouvelle vision et un ordre mondial moins tournés vers «l'homme» et résolument plus humains.

Luisa Sanchez, présidente

Extension du projet au Mexique: nouveautés et consolidation des acquis

Dans le bulletin n°187, nous mentionnions l'extension prochaine de notre projet au Chiapas. A la veille de son approbation par la Fédération genevoise de coopération, tour d'horizon des activités prévues.

Par Alicia Pary

Ce nouveau projet s'inscrit dans la continuité du précédent. Madre Tierra Mexico (MTM) continue d'agir sur la prise en charge médicale et la prévention. A cette fin, dix promoteur·rices en santé communautaire vont être formé·es par le biais de huit ateliers et quatre stages de formation médicale par année. Durant ce projet, MTM souhaite formaliser un système qu'elle avait déjà initié lors du projet précédent, à savoir le système d'internat pour les promoteur·rices. Ces dernier·ères, choisi·es parmi les personnes les plus impliquées, iront passer cinq jours quatre fois par année dans les locaux du Centre de santé communautaire géré par MTM afin de parfaire leur formation technique. MTM prévoit aussi de réunir les promoteur·rices de la région et d'autres acteur·rices de la santé communautaire lors d'un forum d'échanges une fois par an.

Ces promoteur·rices mettront en œuvre des actions de prise en charge médicale et de prévention. Lors des campagnes médicales – au nombre de 16 par an – les promoteur·rices, accompagné·es du médecin, d'une laborantine pour réaliser des analyses sur place et d'un médecin-dentiste se rendront dans les communautés afin d'offrir des consultations aux habitant·es. Une collaboration inédite avec l'hôpital d'Esquipulas est également prévue. Un système de référence de patient·es souffrant de problèmes ophtal-



Des promoteur·rices de MTM participent à une brigade médicale solidaire en faveur des migrant·es centre-américain·es à Huixtla, en novembre 2021 © MTM.

miques sera mis en place auprès de l'hôpital, qui pourra bénéficier à environ 2'300 personnes. MTM s'est engagée à fournir deux appareils d'examen et l'hôpital mettra à disposition le personnel médical, les médicaments, le matériel médical nécessaire à l'utilisation de ces deux appareils et à la prise en charge des patient·es, totalement gratuite.

Les promoteur·rices mettront également en œuvre des actions de prévention, utilisant une partie de l'aide financière mensuelle prévue par le projet pour payer le transport dans les différentes communautés. Ces actions seront nombreuses et variées. Cela va d'un atelier de construction de

toilettes sèches, à une réunion pour éviter la consommation de malbouffe, en passant par l'accompagnement d'un patient à l'hôpital qui lui avait refusé les soins.

Enfin, MTM choisit aussi d'intervenir sur les conditions d'habitat de la population, ces dernières risquant de favoriser l'apparition de maladies gastro-intestinales (latrines à ciel ouvert, fosses, eaux polluées) ou respiratoires (fumées toxiques émanant des fours à l'intérieur des maisons). Ce seront les familles ensemble qui mettront elles-mêmes en œuvre les travaux d'aménagement, sous la conduite d'un·e promoteur·rice. Ces familles sont

choisies sur deux critères: leur besoin réel d'aménagements (niveau socio-économique) et leur engagement effectif au sein d'une organisation de base membre de MTM (volonté de servir le collectif).

Il est important que ce projet puisse continuer, pour les raisons suivantes:

– Les changements de mentalités et de comportements, ainsi que l'usage des nouvelles technologies alternatives promu dans le projet

prennent du temps à se mettre en place. Il est donc important de favoriser un travail de longue durée sur ces thématiques.

– La satisfaction et la participation des bénéficiaires (notamment le travail des habitant·es pour l'amélioration de l'habitat) sont importantes, il faut continuer sur cette lancée et développer ce travail dans les nouvelles municipalités avec lesquelles MTM a commencé à travailler lors du projet précédent.

– Notre partenaire et les habitant·es de la région vivent une période difficile, avec l'intensification de la violence générée par l'augmentation du pouvoir des cartels de la drogue. Il est important que le travail mené puisse continuer malgré tout, pour affirmer qu'une autre société est possible.

Maintenant plus que jamais, ces populations ont besoin de notre soutien!



Des étudiantes promotrices apprennent la suture au sein de la clinique communautaire gérée par MTM, 2023 © MTM.

Analyse

La Suisse satisfaite de son action au Nicaragua: alors pourquoi le quitter?

Par Viviane Luisier

Dans un article d'octobre 2023 publié sur le site de la Confédération¹, la DDC (Direction du développement et de la coopération) déclare que «La Suisse laisse un héritage durable dans la prévention des catastrophes», et cela concerne le Nicaragua.

Nous continuons la citation : «En 1998, l'ouragan Mitch a ravagé l'Amérique centrale. Il a frappé

de plein fouet le Nicaragua qui, à l'époque, était dépourvu de protection contre les catastrophes. Aujourd'hui, vingt-cinq ans après les faits, le pays est doté d'un dispositif efficace de réduction des risques de catastrophe. La Suisse a contribué durablement à sa mise sur pied... Plus de 10'000 personnes ont perdu la vie dans les coulées de boue et les inondations. Le Honduras et le

Nicaragua ont été parmi les pays les plus durement touchés. Les dommages économiques ont été estimés à sept milliards de dollars américains».

Et M. Graf, ancien responsable du programme de coopération en Amérique centrale et coordonnateur de l'aide d'urgence au lendemain de l'ouragan Mitch, de déclarer: «Durant plus de trente



L'eau et la boue sont entrées dans les maisons jusque dans les derniers recoins. Matagalpa, octobre 1998, photo V.L.

années au cours desquelles j'ai été en poste dans de nombreux pays pour le DFAE² et vécu bien des situations d'urgence, l'ouragan Mitch a été l'un des événements les plus marquants puisqu'il s'agissait d'une catastrophe de très grande ampleur. Cela m'a vraiment bouleversé. De nombreuses familles ont tout perdu et ont dû vivre dans des abris de fortune le long des routes. Des voies rapides et des ponts qui venaient tout juste d'être construits ont été complètement détruits. L'aide internationale a afflué et la Suisse a débloqué d'emblée trois millions de francs. Toute l'équipe du programme de coopération a dû passer le plus rapidement possible dans une dynamique d'aide d'urgence. Les responsables de projet ont endossé des tâches tout à fait nouvelles pour eux, à savoir organiser la distribution de tablettes de chlore pour obtenir de l'eau potable, ou de toiles de tente. Les premiers temps avaient tout du chaos. Dix jours plus tard, une deuxième catastrophe a succédé à la première: les pluies torrentielles ont fait s'effondrer le cratère du volcan Casitas. Les coulées de boue et les inondations ont entraîné la mort de 1'500 personnes».

Et je pourrais en rajouter, moi personnellement, rédactrice de cet article, parce que j'y étais. Par exemple, à la radio, on entendait un homme en larmes qui racontait être resté suspendu à un arbre par un bras pendant très longtemps, avec un bébé sur son autre bras... qu'il avait fini par lâcher, à bout de force. Ou bien encore des personnes volontaires rassemblées dans une salle de fortune, dans un village proche du désastre «Casitas», parlaient des enfants qui y étaient recueillis, des enfants qui savaient juste dire leur prénom, mais pas leur nom de famille, ni celui de leur papa,

ni celui de leur maman, ni celui de leur hameau.

Alors bravo et merci la Suisse, pour avoir mis sur pied un programme de reconstruction entre 1999 et 2001, élaboré un programme de développement pour la prévention des catastrophes, instauré un programme pour l'éducation de la population locale, etc.

M. Graf continue ainsi: «Bien que le Nicaragua vive aujourd'hui un contexte politique difficile, la population se porte bien mieux qu'il y a 25 ans. L'espérance de vie a augmenté. Dans des domaines tels que l'approvisionnement en eau, les soins de santé, la construction de routes et l'agriculture, des progrès considérables ont été réalisés».

Et pour finir, le coup de massue donné par la DDC: «Après plus de 45 ans de présence continue en Amérique centrale, la DDC met fin à sa coopération bilatérale avec la région». POURQUOI ???

1 <https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/ddc/aktuell/newsuebersicht/2023>

2 Département fédéral des affaires étrangères.



Un camion-citerne vient d'arriver dans le quartier «El Tambor» pour y distribuer de l'eau. Matagalpa, octobre 1998, photo V.L.

Bonne année 2024: pour une FGC qui nous aide dans l'élaboration des projets!

Par Viviane Luisier

C'est en 1966 que naît la Fédération Genevoise de Coopération (FGC), sur l'initiative de plusieurs associations, dont celle de la Centrale Sanitaire Suisse, dans le but de simplifier les démarches et d'améliorer la qualité des requêtes faites aux entités publiques pour obtenir les fonds. Il deviendra alors possible de réaliser des projets plus volumineux que ceux financés jusque-là par la seule solidarité des membres des associations.

Peu à peu, cette Fédération grandit et se trouve à gérer de nombreux projets (et de volumineuses sommes d'argent pour les réaliser) émanant de plus de 60 associations. Tout cela en même temps que se développent les NTC (nouvelles technologies de communication) qui, comme on le sait, accélèrent en général les réflexions, les décisions, le développement, tant pour la Fédération que pour les associations qui en font partie. Il est indéniable que le niveau d'exigence dans la présentation d'un projet a augmenté notamment ces 10 dernières années, et c'est un bienfait.

Mais les effets adverses existent aussi et sont nombreux: ceux qui rallongent les délais pour prendre des décisions et verser les fonds, ceux qui demandent aux associations membres une activité ardue et pas toujours compréhensible, ceux qui génèrent un surplus d'informations souvent redondantes, bref: ceux qui

découragent. Ces effets adverses sapent les énergies associatives, du moins pour les petites associations qui ne peuvent pas se payer des employé-es spécialistes en gestion ou possédant des compétences importantes dans le domaine.

Alors deux questions se posent:

- Quel avenir souhaite la FGC: une collaboration uniquement avec les grosses associations et une élimination des plus petites?

- Et dans l'immédiat: pouvons-nous compter sur la FGC pour nous aider à élaborer nos projets, et pas seulement pour formuler des critiques qui nous laissent parfois sans voix?

Bonne année quand même, tant aux associations grandes-moyennes-petites qu'à notre FGC!

Elaborer, améliorer, accepter un projet: c'est politique!

Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'élévation des exigences dans la présentation des projets et l'emphase mise sur l'impact des actions proposées. Au niveau de la coopération internationale, alors que les progrès des pays en développement semblaient faibles en regard des montants investis, les années 90 ont amorcé un tournant vers une plus grande technicisation des actions mises en place dans l'espoir d'obtenir un meilleur impact. L'indice de développement humain (IDH) est inventé en 1990 et la Conférence du comité de développement de l'OCDE à Paris en 1994 vise «l'amélioration de la coopération technique», rien de moins... Il s'agit donc – entre autres mesures – de trouver de meilleurs outils pour mesurer les avancées réalisées.

A un échelon plus proche de nous, les nombreuses attaques des partis de la droite suisse, tant au niveau national que local, ont aussi eu leur part d'influence dans les contraintes plus fortes auxquelles font face les associations lors de la présentation et la mise en œuvre de leurs projets.

Pas toujours simple pour des projets comme les nôtres, dans le domaine de la santé, de mesurer l'impact des actions menées. Comment mesurer les changements de comportement d'une population en matière d'hygiène ou de nutrition de manière précise? Comment parler d'autonomisation dans un futur proche, alors que la santé est un domaine qui ne «produit» aucun fonds lui permettant de s'auto-financer et que, dans la majorité des cas, les institutions locales ne sont pas en mesure de consacrer un poste budgétaire pour reprendre tout ou partie du projet? Et pas toujours facile de comprendre, dans le même temps, la tendance à faire appel aux services de consultant-es à des tarifs prohibitifs pour des projets modestes et qui fonctionnent de manière satisfaisante.

Poursuite de notre projet au Péten, Guatemala

Le projet de notre partenaire l'ACCODIL (Association pour le développement des communautés de San Andrés et La Libertad) au Petén (Guatemala) devait prendre fin le 31 décembre 2023. L'équipe du projet a sollicité son extension pour trois mois, une possibilité offerte lorsque toutes les activités n'ont pas pu être menées à bien dans le temps du projet. C'est effectivement le cas ici, en raison de la pandémie, puis des problèmes administratifs qu'a connus l'association pour le renouvellement de sa personnalité juridique, puis enfin à cause de la mobilisation sociale suite aux élections de 2023. Durant ces trois mois, l'équipe réalisera encore des consultations de santé, un atelier d'actualisation des connaissances pour les promoteur-rices avancé-es, des visites communautaires et un plaidoyer avec des acteurs-clés dans le processus de négociation au sujet des zones protégées.

Alicia Pary



Crise en Equateur, une problématique transnationale

Après avoir été confronté à une insécurité croissante ces dernières années, l'Équateur a connu un pic de violence en ce début d'année, lequel a fait au moins 19 mort-es. Face à la terreur, Daniel Noboa, président fraîchement élu, a décrété l'état d'exception, puis il a déclaré le conflit armé interne et a finalement déployé toutes les forces militaires et de police pour lutter contre 22 groupes criminels, désormais qualifiés de terroristes. Aux grands maux, les grands remèdes, mais les expériences passées ont démontré que ces remèdes-là n'ont pas toujours porté leurs fruits, ailleurs en Amérique latine. Au Salvador, les conséquences en matière de droits humains sont graves.

Et si finalement la solution était à un autre niveau?

Cette crise est particulièrement visible en Equateur en ce mois de janvier, mais elle ne date pas d'hier. Elle est la conséquence de mesures prises aussi bien au niveau régional qu'international depuis des années. D'abord, avec la dollarisation de l'économie équatorienne en 2000, ce qui a facilité l'activité de nombreuses entreprises transnationales (légales et illégales). Ensuite, avec le lancement du Plan Colombie la même année, lequel a poussé les groupes de trafiquants de drogue vers la frontière sud, transformant l'Equateur en une plaque tournante de la drogue. En fait, le pays est devenu un territoire où convergent différents types de «business» très lucratifs: la traite des êtres humains, l'exploitation minière légale, le trafic d'armes et de carburant, entre autres.

Finalement, le coup de théâtre orchestré par les bandes criminelles en ce début d'année avait pour but de susciter la peur et de montrer à l'État qu'il n'a pas le contrôle et que les bandes criminelles ont un niveau élevé de pénétration au sein des institutions étatiques.

Bien que les divers groupes politiques équatoriens aient accepté les mesures gouvernementales et la politique répressive de Noboa, le plan d'action sécuritaire n'est pas très clair et risque bien d'engendrer des réactions plus violentes et une aggravation de la crise. En fait, sans une stratégie régionale et mondiale pour faire face aux économies criminelles transnationales, les populations civiles continueront à subir violences, pauvreté et misère.

Luisa Sanchez

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an